



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

25/04/2024

Un 1^{er} mai de lutte pour combattre l'offensive antisociale et la répression du gouvernement pour la solidarité de classe internationaliste!

Macron et Attal accélère leur offensive anti-sociale et la répression. Attal vient de décider par décret de nouvelles restrictions de l'assurance chômage : une nouvelle attaque contre les plus précaires sous prétexte de financer la dette, après les 49.3 voici le « *décret de carence* ».

Faute d'un accord entre les directions syndicales et patronales pour les nouveaux critères de prestation des demandeurs d'emploi, le gouvernement lance une nouvelle offensive contre les chômeurs pour organiser le « *retour rapide en emploi des chômeurs indemnisés* ». Le Premier ministre a donné sa lettre de cadrage à la ministre du travail pour discuter avec les partenaires sociaux de la future loi afin de mettre en place une série de restrictions au droit au chômage. Ces dispositions doivent être prises d'ici au 30 juin. Le quotidien patronal *Les Echos* évoque des pistes : la durée maximale d'indemnisation devrait être à nouveau réduite, elle est pour l'instant de 18 mois pour les travailleurs de moins de 53 ans, le gouvernement voudrait la faire passer à 12 mois. Durcir encore les conditions d'accès du droit au chômage implique d'augmenter le nombre de mois de travail nécessaire pour les obtenir. Depuis 2021 il faut travailler 6 mois sur les 24 derniers pour ouvrir ses droits au chômage. Cette mesure permettrait de faire plus d'économies sur le dos des chômeurs et des précaires.

Le gouvernement planche également sur la piste du chômage des seniors. Les travailleurs de plus de 53 ans bénéficient au maximum de 22 mois et demi d'allocations en raison des difficultés pour les seniors de trouver un emploi, l'âge limite passerait à 55 ans. Attal veut ainsi repousser de deux ans en se mettant en conformité avec la réforme des retraites qui oblige elle aussi à travailler deux années de plus.

Le gouvernement utilise le « dialogue social » pour faire avaler ses réformes alors qu'il décide unilatéralement de ces règles cela illustre une nouvelle fois l'impasse du « dialogue social ». Il faut en finir avec les « concertations ». Attal peut opérer des tours de vis supplémentaire et accélérer l'offensive contre le monde du travail, avec de nouvelles attaques d'ampleur contre les chômeurs et pas seulement... Attal a été nommé pour s'attaquer à tous les acquis sociaux.

Le « dialogue social » montre plus que jamais qu'il est non seulement une impasse mais un outil clé pour entretenir la passivité du monde du travail.

Le gouvernement est à l'offensive généralisée contre les travailleurs, les services publics, la jeunesse, l'austérité pour de nouvelles « économies » au service du patronat et de « l'économie de guerre », ce n'est pas sur le terrain du « dialogue social » mais dans la mobilisation pour la construction d'une riposte d'ensemble articulant la lutte contre l'offensive répressive qui criminalise toujours plus les soutiens à la Palestine et l'offensive antisociale et anti-ouvrière.

Attal veut mettre au pas la jeunesse.

Il a annoncé un lot de mesures à l'école pour remettre « *l'autorité au cœur de la République* ». De nouvelles attaques brutales : de la répression et encore de la répression visant à criminaliser les jeunes de quartiers populaires. Il prévoit un panel de nouvelles sanctions : scolarisation des élèves au collège de 8 heures à 18 heures tous les jours, signature d'un contrat d'engagement à respecter les valeurs de la République et l'autorité, mis en place d'une mention « *fauteur de trouble* » sur Parcoursup pour les élèves « *perturbateurs* » avec une perte de points pour l'obtention du diplôme...tout cela s'accompagne d'un saut dans la répression pénale. Le gouvernement prévoit la mise en œuvre de « *mesures d'intérêt éducatif* » pour les mineurs de moins de 16 ans (comme les travaux d'intérêt généraux), l'instauration d'une « *comparution*

immédiate devant le tribunal pour les jeunes à partir de 16 ans » ainsi que d'une « *mesure pénale* » pour sanctionner sans procès des mineurs de plus de 13 ans. Une armada judiciaire qui vise à instaurer un climat de peur et empêcher que la colère des jeunes de quartiers populaires n'explode de nouveau.

Le gouvernement s'attaque aussi aux parents développant un discours méprisant sur « *les parents défaillants* ». Il ordonne pour eux la mise en place de travaux d'intérêt général, l'instauration d'une amende pour les parents qui ne se rendraient pas aux convocations où encore en leur facturant la réparation financière des dégâts que causeraient leurs enfants. Attal va jusqu'à imposer aux parents d'enfermer leurs enfants dans des internats ! Un nouveau saut dans l'offensive autoritaire à l'œuvre dans l'Éducation Nationale après le Service National Universel Obligatoire, l'instauration du port de l'uniforme ou encore des groupes de niveaux...mais aucun moyen supplémentaire pour l'éducation nationale sinon encore des coupes budgétaires. Le gouvernement passe à une offensive toujours plus réactionnaire avec le soutien de la droite et de l'extrême droite.

Le monde du travail et la jeunesse doivent opposer une réponse par leur mobilisation contre et l'offensive du gouvernement. C'est le seul moyen de les arrêter.

Pour un 1^{er} mai doit être une étape dans cette mobilisation.

Ce 1^{er} mai 2024 est marqué par l'approfondissement de menace à l'échelle internationale. La guerre s'aiguise au Moyen-Orient, le génocide mené par l'État d'Israël menace de se transformer en guerre régionale, en Ukraine la guerre se poursuit et justifie un tournant militariste dans toute l'Europe. Ces tendances vont de pair avec des augmentations records du budget de l'armée (lien 870) et son lot de mesures répressives en réprimant des centaines de syndicalistes tels que Jean-Paul Delescaut, procès, mobilisation des services anti-terroristes, interdictions de manifestations, de réunions. L'État tape fort contre des militants syndicaux, politiques, associations, en s'en prenant aussi à de simples manifestants, aux lycéens ou étudiants. qui soutiennent les palestiniens (lien870). Le gouvernement fait le lit de l'extrême-droite.

Dans ce contexte, le mouvement ouvrier, la jeunesse doit s'opposer à ces nouvelles attaques et à l'offensive du gouvernement qui prend de nouvelles mesures d'austérité alors que les salaires réels ne font que baisser, prétextant la question de la dette et du déficit Il faut mettre un coup d'arrêt à ces offensives par la lutte des travailleurs et de la jeunesse qui subissent ces attaques et craignent pour leur avenir : abrogation de la loi sur « *l'apologie du terrorisme* » et de toutes les lois sécuritaires et racistes ! Contre dans le projet autoritaire d'Attal pour l'école, l'austérité. De l'argent pour les salaires, l'éducation et la santé, pas un sous pour la guerre.

Les chefs des gouvernements de l'Union Européenne qu'ils soient sociaux-démocrates, de droite ou d'extrême-droite font tous la même politique et sont au service entier du capitalisme. Ils sont là pour mettre en œuvre sa politique et pour soumettre les peuples aux objectifs du capitalisme, pour faciliter l'accroissement de l'exploitation capitaliste. Soutenir la liste du Parti Révolutionnaire Communistes c'est exprimer son opposition à cette politique capitaliste en posant la vraie question: celle du changement de société qui passe par la liquidation du capitalisme et la construction d'une société socialiste débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme.